

« Le rattachement de l'Autriche au *Reich* viendra peut-être un jour... Beaucoup de gens pensent que dans un siècle les petits États auront disparu. »

La diplomatie française prétendit toujours défendre les « petits États », précisément. Elle a fait la sourde oreille quand, au soleil de l'été, se dévoila des brumes ambitieuses l'espoir d'une Éthiopie, découpée en sphères d'influence, où l'Italie et la Grande-Bretagne consentaient à admettre la France de Djibouti. Elle ne s'est pas inclinée devant le protectorat italien sur une Albanie vassale, et l'opinion publique a compris le réveil d'une Yougoslavie, imprudemment endormie par une amitié à la Machiavel. La sécurité française n'a pu admettre les vues italiennes sur notre propre territoire, a dû prendre des mesures militaires en Tunisie, en Corse et à la frontière des Alpes. Dans la parade à laquelle notre pays fut contraint, l'Italie fasciste a voulu voir une systématique défiance. Elle croit, ou feint de croire, que la France répète toujours ce *non possumus* opposé par Rouher jadis à la prise de la Capitale. Elle oublie les années de collaboration ancienne, depuis le jour lointain où la France donnait son sang à Solférino pour ébaucher l'unité italienne, jusqu'à celui où elle récidivait il y a dix ans pour aider à l'achever.

La presse italienne, oublieuse des services, mécontente même de l'hospitalité que la France offre encore à la misère des émigrés, dénonce la mauvaise volonté de sa voisine, qui ne comprend pas l'exubérance italienne et lui refuserait un exutoire. La France ne dispose pas des autres peuples. Elle voit avec sympathie l'expansion italienne, mais ne conçoit pas cette poussée, nécessaire, comme un fatal écrasement des « petits États ». Elle